



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 40 - vendredi 26 novembre 2010

Dans ce numéro :

- Le monde du travail regroupe ses forces
- Mettre fin au pillage des richesses par l'oligarchie financière

Le monde du travail regroupe ses forces

La journée du 23 appelée par l'intersyndicale a permis essentiellement aux militants de dire qu'ils ne se pliaient pas au vote de la loi, qu'ils en exigeaient l'abrogation. Le problème de cette journée n'était pas qu'elle ne permettait pas de « conduire à l'abrogation de la loi », comme le déclarait JC Mailly au *Monde* justifiant la non participation de FO en affichant une radicalité sans grand rapport avec sa politique. Le vrai problème est que, le 23, comme tout au long du mouvement, l'appel de l'intersyndicale restait dans le flou sans même oser revendiquer l'abrogation de la loi. « *Même promulguée, la loi reste injuste et inefficace* ». Certes, mais on est loin des exigences portées par le mouvement. « *La page retraites n'est pas tournée* », certes mais qu'est-ce que cela veut dire ? Cette question restera « durablement une question d'actualité, avec le début de la négociation sur les retraites complémentaires dès le 25 novembre, la parution des décrets de la réforme ». Certes, mais ces négociations ont commencé comme si la routine du dialogue social reprenait son cours.

« *Notre ligne d'action, c'est de permettre aux salariés de porter leurs exigences sociales. Et la seule manière de se faire entendre du gouvernement, c'est d'établir un rapport de force. Nous allons donc nous appuyer sur ce qui s'est exprimé dans le pays durant plusieurs mois sur les retraites, mais aussi sur l'emploi, le chômage, la pénibilité au travail, les inégalités... Nous allons donner plus de force aux négociations annuelles obligatoires dans les entreprises pour obtenir du concret pour les salariés.* » Voilà la ligne de la CGT selon les déclarations de Bernard Thibault dans *La Tribune*, se faire entendre du gouvernement. La promulgation de la loi au mépris de l'opinion majoritaire du pays peut-elle laisser le moindre doute sur la possibilité de se faire entendre de ce gouvernement sans préparer l'affrontement avec lui, sans affirmer la perspective d'en finir avec une politique déterminée par les classes possédantes ?

« *Si les ministres deviennent de vrais décideurs, cela devrait faciliter le dialogue. La vraie question demeure celle de la relation entre l'Etat et les partenaires sociaux. Depuis un an, les entorses se multiplient* » déclarait, quant à lui, Chèreque dans *l'Express*. Depuis un an les entorses se multiplient ! « *La relation entre l'Etat et les partenaires sociaux* », comme si patrons et syndicats de salariés étaient sur le même terrain !

Ainsi, si les dirigeants des confédérations syndicales se félicitent du mouvement, ce dernier n'aurait servi qu'à faire pression sur le gouvernement dans le cadre du dialogue social. Pourtant, s'il est une chose que le mouvement a démontrée, c'est bien l'impasse de ce prétendu dialogue.

L'essentiel c'est que le mouvement a créé un nouveau rapport de force et c'est de ce nouveau rapport de force qu'il faut partir pour aller de l'avant dans la préparation du nécessaire affrontement entre l'État et la classe ouvrière, c'est-à-dire l'ensemble des salariés. Et c'est bien dans cette perspective qu'il nous faut débattre des faiblesses du mouvement, de ses limites, des moyens de les dépasser, de renforcer les acquis interpro, des éléments d'auto organisation qui sont apparus pour se dégager du piège du dialogue social au lieu de s'y prêter comme si rien ne s'était passé ou en attendant des changements institutionnels, par en haut, pour... 2012.

Il est clair que Sarkozy n'a pas réussi sa reprise en main, que le pouvoir sort fragilisé, affaibli de la confrontation. Chacune de ses initiatives révèle ses faiblesses, les accentue. Après la promulgation de la loi de nuit, la farce du

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

remaniement ministériel, la comédie de Borloo premier ministrable trompé, l'expulsion sans remerciements des ministres d'ouverture, le retour de Juppé le vaincu de 95, la mise en scène au final d'un étrange ménage à trois entre Sarkozy, Fillon, Copé dont aucun ne cache ses ambitions ni ses rivalités, tout cela participe d'une profonde crise d'un pouvoir empêtré dans les affaires.

Mercredi, devant l'assemblée nationale, Fillon a tenté de donner le change. « *Renoncer, douter, serait se parjurer devant l'Histoire. [...] Contre vents et marées, dans le calme et la tempête, contre les conservatismes et pour vaincre les peurs, l'élan de la réforme est intact* », a-t-il déclaré sans crainte du ridicule alors que partout l'on entend les sinistres craquements du monde qu'il défend. Et tout ça pour faire l'apologie de cette étrange forme de courage qui consiste à frapper les plus faibles, les plus démunis pour servir les forts, les riches ! Certains appellent cela, à juste titre, de la lâcheté.

Et pendant ce temps, Sarkozy se hisse sur ses talonnettes pour penser au niveau de la planète maintenant qu'il occupe la présidence du G20. Mais le naturel revient au galop, Clochemerle l'obsède, et quand il reçoit DSK à l'Elysée, directeur général du FMI avec lequel il va devoir collaborer, c'est bien à la présidentielle qu'il pense, tout content de jouer un mauvais tour au PS... sans même s'apercevoir qu'il intronise celui qui déjà dans les sondages le renvoie dans les cordes... Et Martine Aubry aussitôt de déclarer qu'elle, Ségolène Royal et DSK se mettront d'accord pour choisir entre eux qui postulera au nom du PS à la candidature à la présidentielle... Autant pour les analystes qui croyaient pouvoir voir une différence politique entre Aubry et DSK !

Tout ce petit jeu politicien des salons de l'Elysée, de Matignon ou de l'Assemblée méprise les millions de salariés qui ont participé au mouvement contre la loi sur les retraites, le monde du travail qui subit les effets dévastateurs d'une politique entièrement soumise aux financiers spéculateurs, tant en France qu'au niveau de l'Europe ou du monde.

Au même moment, les travailleurs portugais étaient en grève contre les attaques mises en œuvre par le gouvernement socialiste avec l'appui de la droite. Avec ceux de Grèce ou d'Irlande, la jeunesse britannique, ils prennent le relais de la mobilisation de cet automne, ils l'inscrivent dans une perspective plus globale, européenne, celle de l'unité des travailleurs pour faire respecter leurs droits. Ils affirment, par la grève, les exigences de notre classe face à la minorité de parasites qui dirigent le monde. Ce sont là les prémices des combats à venir, plus profonds, plus massifs encore, plus radicaux.

Le développement dramatique de la crise provoquée par la politique des classes dominantes et des États comme des partis de droite ou de la gauche libérale qui les servent entraîne de profondes maturations politiques. Il indique clairement qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre du système, de cette Europe des banques et des multinationales. La seule issue, c'est l'union démocratique des travailleurs, par delà les frontières. Cette union se forge à travers chaque lutte, chaque grève et chacune participe de ce combat d'ensemble, le renforce, aide à une prise de conscience de plus en plus large, profonde, radicale, construit la solidarité du monde du travail.

Le NPA aspire à en être une des forces motrices, en solidarité avec tous les anticapitalistes dans ce pays comme au niveau de l'Europe. Il veut contribuer à leur regroupement, agir pour que de ce regroupement naisse un parti à même de représenter les intérêts généraux du monde du travail, sans sectarisme ni compromissions, porteur de la seule réponse à la crise provoquée par les classes capitalistes, le pouvoir et le contrôle de la population sur la marche de la société pour une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples.

Cette perspective prend corps, gagne en crédibilité, en force. Elle est au cœur des discussions sur les enseignements et apports de la mobilisation de cet automne que le NPA veut initier partout, au cœur aussi de la préparation de son congrès.

Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)

Mettre fin au pillage des richesses par l'oligarchie financière

Depuis une quinzaine de jours, la crise européenne de la dette connaît une nouvelle accélération, avec une attaque spéculative sur l'Irlande, plombée par la dette publique et les difficultés de ses principales banques. A la demande du gouvernement, près de 90 milliards d'euros du Fonds européen de stabilisation financière ont été débloqués par l'Union européenne, la BCE et le FMI, un "plan de sauvetage" destiné aux banques, qui est accompagné, comme de bien entendu, d'un plan d'austérité féroce à destination de la population irlandaise, une véritable mise sous tutelle.

Cette « intervention d'urgence » qui prétendait à calmer la boulimie des « marchés » n'a fait que la nourrir. Et si l'on pouvait dire lundi dans les Echos : « *le sauvetage de l'Irlande est lancé. Les craintes de contagion aux autres Etats périphériques de la zone euro retombent...* », le ton changeait dès le lendemain : « *les marchés s'inquiètent des prochaines victimes, à savoir le Portugal et éventuellement l'Espagne... les experts ont beau affirmer que les besoins de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne peuvent être pris en charge pour les trois prochaines années, si nécessaire, les craintes enflent... la dégringolade de l'euro s'accélère...* »

La crise de la dette publique en Europe continue donc de plus belle, tandis qu'un rapport récent de l'OCDE revoit à la baisse les perspectives de croissance pour l'ensemble de l'économie mondiale. Tendances confirmées par la banque centrale américaine, la FED, pour les États-Unis où les prévisions de croissance sont revues à la baisse et celles du chômage à la hausse.

Crise de la dette, guerre des monnaies, perspectives de reprise en berne... les discours sur la reprise imminente ont fait long feu. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'en guise de remède à la crise et en contrepartie des milliards de cadeaux aux banques, le gouvernement irlandais, les dirigeants de l'UE, de la BCE et du FMI prétendent faire ingurgiter à la population irlandaise un plan d'austérité qui prévoit, sur trois ans, une diminution de 2,8 milliards d'euro des prestations sociales, la suppression de 24 750 emplois publics, la baisse d'un euro du salaire horaire minimum, le passage de la TVA de 21 à 23 % ! Une telle politique ne peut qu'aggraver la récession en Irlande, comme en Grèce, au Portugal ou dans toute l'Europe.

Après l'Irlande, l'Espagne, le Portugal...

L'attaque spéculative sur la dette irlandaise a pris la forme d'une hausse importante des taux d'intérêt exigés pour les emprunts d'Etat à 10 ans, qui ont atteint 9 %, plus de trois fois ceux demandés à l'Allemagne.

On nous explique que cette exigence des « marchés » viendrait de « l'inquiétude » qui les aurait saisi à l'idée qu'ils ne pourraient peut-être pas, du fait de l'ampleur de la dette publique irlandaise et de la situation difficile de ses plus grandes banques, récupérer leur mise, dûment augmentés des intérêts... Qu'au-delà de l'Irlande, l'Union européenne, sa monnaie, sa stabilité, sont menacées... Et donc qu'en toute logique, l'Union européenne, la BCE et le FMI n'avaient pas d'autre solution que d'y répondre par un cadeau de 40 milliards aux banques pour les débarrasser de leur propre dette, et 48 milliards supplémentaires pour les débarrasser des titres suspects de la dette publique...

Un article d'*Alternatives économiques* intitulé « [Les dessous de la crise irlandaise](#) » propose une explication à ce qui a pu déclencher cette nouvelle offensive, plusieurs mois après celle qui avait frappé la Grèce. Elle se trouverait dans la décision prise récemment par l'Union européenne d'imposer une restructuration d'une partie de la dette d'un pays au cas où sa situation demanderait l'intervention du Fonds européen. Autrement dit de demander aux banques d'assumer une partie des conséquences de leur politique de pillage en ne les débarrassant que d'une partie des titres pourris qu'elles détiendraient... Dans quelle proportion, nul ne le sait, et cette décision des gouvernements de l'Union européenne, dont la mise en œuvre a été repoussée à 2013, a pour une bonne part pour fonction de tenter de donner le change à des populations qui n'acceptent plus de payer une facture de plus en plus lourde alors que des centaines de milliards sont distribués par les États aux financiers responsables de la situation et qui sont dédouanés de tout. Comme le dit Merkel, confrontée à des échéances électorales qui s'annoncent difficiles, les citoyens ne comprendraient pas qu'on ne fasse pas supporter une partie du risque aux créanciers privés... Pas sûr que les « citoyens » s'y laissent prendre !

Il est possible que cette décision de l'Union européenne ait constitué le facteur déclenchant de l'offensive sur la dette irlandaise. Mais cela n'explique pas comment cette offensive a pu se développer, dans un effet boule de neige qui a conduit le gouvernement irlandais à demander « l'activation » du Fonds européen de stabilisation financière. On nous présente certes les « marchés » comme des puissances occultes et incontrôlables, des divinités toutes puissantes et imprévisibles, sujettes à des « inquiétudes » porteuses de conséquences désastreuses et auxquelles on ne pourrait échapper qu'en les « rassurant » à coup de centaines de milliards...

C'est de la poudre aux yeux, destinée à masquer une réalité parfaitement terre à terre. Ces « marchés » n'ont rien de surnaturel et sont constitués pour l'essentiel de grandes institutions financières parfaitement définies et identifiables : banques, compagnies d'assurances, fonds de placement... La dette publique est pour elles une façon de capter toute une partie des richesses produites, collectées par les États à travers les impôts et les taxes qui frappent les populations. Il s'agit d'un mécanisme essentiel d'appropriation du travail humain par l'oligarchie financière, avec la complicité active des gouvernements.

Il arrive un moment où la charge de la dette dépasse les ressources des États ; de nouveaux emprunts servent alors à financer le remboursement des précédents, aggravant d'autant plus l'endettement que les prêteurs en prennent prétexte pour imposer des taux d'intérêts toujours plus élevés... Qu'à cela ne tienne ! Des dispositifs comme le Fonds européen de stabilisation financière sont justement là pour faire face à la situation : les titres de dette sans valeur sont rachetés aux banques par le Fonds... qui est alimenté par les États avec de l'argent emprunté à ces mêmes banques. Ce tour de passe-passe n'a pas d'autre fonction que de maintenir en état de marche la machine à drainer les richesses des poches des contribuables dans les coffres des banques..., tout en servant de justification, sous couvert de lutter contre les déficits publics, à des plans d'austérité insupportables.

L'auteur de l'article cité conclut en estimant que « *la perspective de voir l'Europe enfin dotée d'un dispositif de solidarité budgétaire pérenne acceptable par tous les États européens vaut bien cependant les quelques dizaines de milliards d'euros qu'il va falloir verser, à fonds sans doute en bonne partie perdu, à l'Etat irlandais* »... !

Ce « *dispositif de solidarité budgétaire* » est en l'occurrence une « *solidarité budgétaire* » de classe, au profit des banquiers et au

frais des populations ! Et ces « *dizaines de milliards d'euros* » seront d'autant plus versés à fonds perdu qu'un tel « *dispositif* » ne peut en aucun cas apporter la moindre issue à la crise.

Le yoyo de l'euro, guerre des monnaies, la concurrence exacerbée

La crise de la dette relance la question de l'euro, monnaie sans État qui fluctue au gré des difficultés que rencontre la grande bourgeoisie européenne dans un monde soumis à une concurrence exacerbée par une crise qui perdure, voire s'approfondit. L'Europe des patrons est malade de ses divisions internes, de son incapacité à dépasser les conflits d'intérêts qui opposent les diverses bourgeoisies nationales. Les plans d'austérité à répétition, à travers lesquels les gouvernements cherchent à extorquer de quoi entretenir les profits des banquiers, diminuent d'autant la demande solvable intérieure et s'opposent à toute perspective de reprise économique. Sur le plan du commerce international, les exportations de marchandises produites dans la zone euro pâtissent de la « guerre des monnaies » à travers laquelle certains pays, comme les États-unis, en poussant leur monnaie à la baisse, favorisent leurs propres entreprises, et entraînent par ricochet l'euro à la hausse.

Cette tendance s'est brutalement inversée depuis le début de la crise en Irlande. L'éventualité d'un risque, plus ou moins réel, que ferait courir la reprise de la crise de la dette publique sur la stabilité de la zone euro et sa monnaie, a incité une partie des spéculateurs qui jouent sur les « marchés des changes » à vendre de l'euro en échange d'autres devises, comme le dollar. L'euro s'est alors mis à « dégringoler », à contre-pied de la politique de dumping monétaire d'Obama et de Bernanke, patron de la FED, qui expliquaient récemment que « *la meilleure façon d'avoir des fondamentaux économiques forts qui soutiennent le dollar, et qui aident à un rétablissement global, passe par des politiques qui aident au redémarrage d'une croissance robuste dans un contexte de stabilité des prix aux États-unis* »...

Mais cela n'est apparemment pas si simple... Car selon les prévisions annoncées cette semaine par l'OCDE sur les perspectives de reprise de l'économie mondiale, comme celles de la FED elle-même pour les États-unis, l'horizon économique est loin de se dégager... En témoignent ces quelques « risques » pointés par le rapport de l'OCDE : « *risque pour la croissance que constituerait un nouveau recul de l'immobilier aux États-Unis et au Royaume-Uni en raison de son impact négatif potentiel sur la consommation des ménages... inquiétudes persistantes quant à la soutenabilité des dettes publiques de certains pays qui, si elles s'accroissent, pourraient perturber les marchés financiers et la confiance... possibilité d'un retournement brutal des rendements des obligations souveraines, incertitudes sur les banques et la disponibilité du crédit, effets adverses d'afflux de capitaux importants dans les pays émergents, actions protectionnistes que pourraient entraîner les récentes interventions de politique monétaire... déséquilibres mondiaux qui ont dans certains cas recommencé à s'accroître [susitant] des craintes croissantes qu'ils puissent menacer la reprise* ».

Une perspective de stagnation économique, de chômage en hausse, dans laquelle les profits, dopés par la politique de soutien des États, continuent de grossir les capitaux en quête de placements juteux, préparant de nouveaux effondrements financiers...

... et, en corollaire, un redoublement des mauvais coups pour les travailleurs et les populations.

Vive la grève générale des travailleurs portugais, la mobilisation de ceux de Dublin !

Mais un peu partout, les travailleurs, les populations se dressent contre les plans d'austérité. Samedi 27, à Dublin, une manifestation nationale est organisée contre le plan du gouvernement. Mercredi 24, les travailleurs portugais étaient en grève générale pour dire leur refus des mesures que le gouvernement "socialiste" tente de leur imposer.

Les travailleurs irlandais et portugais entrent à leur tour dans l'affrontement avec un pouvoir qui apparaît de plus en plus clairement au service des plus riches, des banques, d'une aristocratie financière européenne qui prétend, comme à l'ensemble des populations européennes, leur faire payer une crise qui n'en finit pas de s'aggraver.

La crise de la dette révèle ainsi le véritable rôle des États, leur masque trompeur d'arbitre entre les classes tombe. Comme tombent les masques des partis politiques, de droite ou de gauche, au pouvoir ou postulant à y être, qui s'entendent comme larrons en foire pour imposer aux populations misère, chômage, régression sociale.

La crise n'est pas une fatalité, mais la conséquence d'une politique, celle de la classe capitaliste. Il y a une réponse, une solution, la mobilisation des travailleurs, des populations pour refuser, collectivement, de faire les frais de la crise, mais aussi imposer leur dû, un emploi stable, des salaires décents, les protections sociales qui nous sont indispensables. Arracher ces concessions aux classes dominantes et au pouvoir politique qui les représente nécessite un bouleversement démocratique, révolutionnaire profond, la mise en place à travers les mobilisations sociales et politiques qui naissent de l'approfondissement de la crise d'un gouvernement issu de ces mobilisations, placé sous contrôle de la population.

Seul un tel gouvernement sera en mesure de mettre fin, en prenant le contrôle du système financier, en expropriant les responsables, à la mise en coupe réglée de l'ensemble des richesses produites par l'humanité par une poignée de parasites financiers.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)